

Hisser la Libre Pensée organisée à la hauteur de ses réalisations

1. Au plan mondial comme au plan national, un nouveau cycle prend son essor. Dans ces conditions, la Libre Pensée doit effectivement s'adapter aux conditions nouvelles et trouver des réponses aux questions posées dans des termes relativement inédits.

Si, devant de tels bouleversements, dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur qu'ils prendront après la crise, la Libre Pensée ne s'adapte pas pour rayonner davantage, sa mort interviendra de manière différée.

Aspirée vers l'abîme de la disparition au cours des années 1970-1980, en raison de l'adaptation de bien de ses dirigeants au social-cléricalisme, elle est aujourd'hui, de nouveau, à sa place comme un moteur du mouvement laïque.

Une orientation démocratique s'incarnant notamment sur le bloc historique des associations LP-LDH-LDE, a permis à la Libre Pensée de reprendre toute sa place, au centre du mouvement laïque. Et, nous le savons : la question des libertés publiques, dont la liberté de conscience constitue une clé de voûte, devient essentielle.

.°.

2. La multiplication des «*approches*» présidentielles pendant la période dite du «*confinement*», l'interview accordée à *La Raison* par un prêtre catholique engagé dans la lutte contre les crimes des Eglises, comme le travail engagé par l'AILP à l'ONU, autour d'un de ses porte-parole, **Keith Porteous Wood**, Président de la NSS de Grande-Bretagne, sont des «*marqueurs*» irréfutables d'une place nouvelle, conquise de haute lutte.

La Libre Pensée, de par son importante activité dans le combat pour les libertés, notamment la défense inconditionnelle de la loi de 1905, combinée à une attitude unitaire, occupe de fait une place grandissante. Cela a contraint les institutionnels et les représentants gouvernementaux à prendre en compte l'impact de cette activité de la Libre Pensée en cherchant à intégrer les libres penseurs dans son dispositif corporatiste permanent appelé «*convergence des forces spirituelles*», nouvel avatar d'un «*néo-dialogue social*». L'indépendance de la Libre Pensée, élément fondamental de son existence devient un enjeu de plus en plus essentiel.

En constituant un **Observatoire social de la Libre Pensée** » pour étudier la situation sociale, de la finance privée mondialisée, des conditions de vie de la population et l'influence de la Doctrine sociale de l'Eglise et du Corporatisme sur la société » avec tous les militants partisans de l'émancipation sociale, la Libre Pensée disposera des moyens d'information et de vérification de l'évolution des principales données sociales et économiques du pays et offrira ainsi à tout le mouvement ouvrier

et démocratique l'accès direct à ces informations.

.°.

3. Mais, la Libre Pensée, organisée, stagne au plan national, régresse par endroits et progresse dans d'autres départements.

Le seul obstacle à notre développement est interne. Ce sont les obstacles que nous dressons nous-mêmes en restant entre nous. On voit bien que lorsque les Fédérations départementales et groupements associés agissent avec audace, fermeté et ouverture, les résultats sont là.

Que des Fédérations départementales, constituées ou rebâties pour l'essentiel au mitan des années 1980, soient encore aujourd'hui à moins de **15 adhérents** est à proprement parler incompréhensible. Elles sont au nombre de 14.

Certes, c'est parce que nous hésitons que les choses sont rendues difficiles – et non l'inverse. Mais parfois, nous créons nous-mêmes à coups de cartels, de collectifs ou d'observatoires divers, se parant du beau titre de la laïcité, les obstacles à notre propre construction.

Cette pratique est le revers de la médaille, mais c'est la même monnaie. Penser qu'on est dans une citadelle assiégée qui nous obligerait à rester « *entre nous* », dans un « *bunker* », c'est le pendant de : les seules actions dans lesquelles nous pouvons nous engager sont celles où nous sommes mélangés aux autres associations sur telle ou telle bataille.

L'une comme l'autre ne nous ramène aucune adhésion : « *l'entre nous* » se comprend de soi-même ; et les actions de « *cartel* » pas plus : Pourquoi adhérer à la Libre Pensée – bien sympathique par ailleurs – si c'est pour faire exactement ce que je fais dans mon collectif, mon parti, mon syndicat ?

.°.

4. Par ailleurs, si le fédéralisme en vigueur à la Fédération nationale de la Libre Pensée ne conduit pas – loin s'en faut – à « *appliquer* » une quelconque « *ligne* » ou à se conformer à quelques directives, il n'oblige pas non plus à ignorer **systématiquement** les matériaux élaborés et produits par la Libre Pensée.

Il s'agit d'informer et non de former, ce qui se traduit souvent par conformer, dans une situation où la sociologie interne de la Libre Pensée a changé considérablement. Il y a beaucoup de « *jeunes libres penseurs* », ce qui ne veut pas dire que biologiquement ils soient jeunes, mais que beaucoup ont adhéré à la Libre Pensée il n'y a pas si longtemps que cela. Pour beaucoup, ils ne connaissent que peu, ou pas du tout, l'Histoire de la Libre Pensée.

En s'appropriant le patrimoine commun, nous les aiderons à s'approprier la propre Histoire de la Libre Pensée qui, pour la plupart n'est pas la leur, mais qui peut le devenir.

C'est la marque indélébile de la transmission. Est-ce toujours au centre de nos préoccupations dans nos Fédérations ?

Prenons un exemple récent : la Libre Pensée a pris en décembre 2018 l'initiative de rassemblements laïques devant les préfetures. Elle a mis, légitimement, au cœur de ses campagnes la défense intransigeante de la loi de 1905. Nous avons agi avec force et vigueur, nous avons fait bouger les lignes, nous avons contraint le gouvernement à manœuvrer en recul...

Cela parle à tout libre penseur, c'est donc tout, sauf une question de «spécialiste».

Et, pour autant, après plus d'un mois de souscription, un nombre certain de Fédérations (plus des 2/3 !!) ne jugent pas utile de commander à un tarif préférentiel et franco de port l'ouvrage «*Une campagne laïque pour défendre la loi de 1905*» ?

Comment expliquer ?

Il est vrai que la période de confinement a profondément affecté le fonctionnement des Fédérations et groupements affiliés et de la FNLP elle-même et souvent affecté leurs finances et la collecte des cotisations auprès des adhérents âgés ; mais cette proportion de 2/3, 1/3 est approchée sur d'autres points (*Idée libre*, bulletins locaux...) et prouve que les Fédérations et groupements affiliés ont avec le **Bureau exécutif** des relations trop administratives, ce qui reflète des insuffisances locales, mais aussi, et de la part du siège, une relation peut-être trop unilatérale.

La création du **Conseil Général** peut permettre de dépasser cette situation, si les Fédérations, même aujourd'hui de petite taille prennent la place qui est la leur. Ceci suppose que la CAN trouve les moyens de les aider, organisationnellement et financièrement, à y jouer un rôle, ce qui suppose sans doute une réflexion sur l'organisation du siège.

Nous devons porter nos efforts sur nos publications et communications et sur nos initiatives de conférences publiques et de colloques. En ce sens, l'utilisation de la Collection *Arguments* est un outil précieux.

Est-ce le cas partout ?

L'Idée libre, notre revue trimestrielle fondée en 1911, basée sur des numéros à thème, est aussi un moyen de transmettre et d'apprendre. C'est une réelle ouverture sur le monde et sur la connaissance. Pour autant, et ce depuis 4 ans, nous n'avons réussi qu'à convaincre une Fédération sur trois de désigner librement en son sein, un correspondant départemental...

Comment expliquer ?

Ce silence pesant serait-il lié dans ces Fédérations au non-réabonnement à *l'Idée Libre* de bien des responsables départementaux ?

.°.

5. La diversification des activités dans chaque Fédération devrait passer par la distribution des responsabilités auprès de plus d'adhérents... Et ce n'est pas un problème de communication, mais d'association d'énergies (qui existent), mais dont nous ne tenons pas ou pas assez compte dans notre manière d'organiser nos activités.

Les propositions qui sont faites sur le fonctionnement à venir de la Libre Pensée consistent à essayer d'engager une partie de la Libre Pensée (qui ne l'est pas encore) dans le militantisme en faisant peser moins les exigences d'une action intense.

Une série de questions (qui n'ont pas pour objet d'empiéter sur les prérogatives des départements) Combien de fois réunissons-nous nos bureaux fédéraux ? Le faisons-nous régulièrement ? Est-ce qu'on y discute régulièrement des communiqués nationaux ? De la manière de les faire connaître ? Est-ce qu'on essaye de faire que chaque membre ait une tâche spéciale ? (trésorier (évidemment), responsable (correspondant) des revues ? De la librairie ? Bulletin départemental (imprimé ou électronique), de la page sur le portail ou du site internet de la Fédération (ou page Facebook et Médiapart) ? Chargé des relations avec la presse locale ?, chargé des relations avec les organisations (syndicats, partis...), avec les universitaires (le cas échéant), etc., est-ce qu'on dresse un planning des activités ? Des conférences ?..., des endroits où on décide de se porter ? ...

L'important n'est pas de tout faire ce qui est proposé à l'action des Fédérations départementales, mais à avoir une action continue et régulière qui va au-delà de la reprise annuelle des cartes et d'un banquet ou deux par an.

Il a été rétabli une offre de **conférences publiques** diverses et intéressantes. La CAN y a associé, hors de son périmètre, nombre de camarades présents dans les Fédérations. Se saisir de cette offre est une opportunité pour tous nos groupements affiliés. Il y a 34 conférenciers pour plus de 130 thèmes de conférences proposées. C'est quand même une richesse à utiliser par les Fédérations.

Dans ces conditions, il faut mettre les Fédérations départementales en situation de se disposer pour s'emparer de ces problèmes.

C'est pourquoi la discussion lancée l'an dernier lors du congrès national d'Alizay, à défaut d'avoir été menée jusqu'au bout, doit se poursuivre.

Il n'y a pas d'autre moyen - la Libre Pensée, par nature, n'est pas une organisation pyramidale et disciplinée et c'est très bien ainsi - d'avancer pour résoudre la contradiction entre notre influence et nos effectifs.

La méthode même de la Libre Pensée, « *le libre examen* », est par nature irréligieuse. « *Cependant, soulignait Sébastien Faure (dans la Libre Pensée, ouvrage en réédition partenariale Libre Pensée/Éditions Libertaires), la Libre-Pensée n'entend en aucune circonstance empêcher les individus d'adopter et de pratiquer les croyances qui leur plaisent. Mais elle se dresse contre les collectivités religieuses toutes les fois que celles-ci veulent employer leur force numérique, économique et traditionnelle pour défendre et perpétuer leur domination. Elle vise au contraire à la réalisation d'une Société où ni le fait de croire, ni le fait de ne pas croire, ne soit pour personne une cause de dommage ou de privilège. (...) Si la Libre-Pensée, en tant que doctrine, est irréligieuse, en tant qu'organisation, elle ne ferme cependant pas ses portes aux hommes de bonne volonté* ».

Dans ces conditions, ne craignons pas d'aller au-devant des autres, de prendre des initiatives, d'organiser des débats, mêmes contradictoires, surtout contradictoires.

Adoptée par le Congrès par 1099 Pour, 55 Contre, 117 Abstentions

